

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3ème Bureau

ENVIRONNEMENT

JMDel/DC
N° A.97 - 87

27-11-97

ARRETE préfectoral autorisant la S.A. Compagnie des Matières Recyclables (C.M.R.) à poursuivre l'exploitation d'une unité de collecte et de récupération de vieux papiers sur le territoire de la commune de QUESNOY-sur-DEULE.

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,
PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande présentée par la S.A. Compagnie des Matières Recyclables (C.M.R.) - siège social : "Les Cris d'Orval", Route de Culan - ORVAL - 18200 SAINT AMAND MONTROND - en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une unité de collecte et de récupération de vieux papiers sur le territoire de la commune de QUESNOY-sur-DEULE, rue de la Prévôté ;

VU le dossier réglementaire produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 mars 1997 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 23 avril 1997 au 23 mai 1997 inclus ;

VU le procès-verbal d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis du conseil municipal de QUESNOY-sur-DEULE ;

VU l'avis de Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional de la Navigation du Nord et du Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis de Monsieur le Chef de la Division de l'Equipement de la S.N.C.F. ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 22 octobre 1997 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRETE :

TITRE I : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

1.1. - Activités autorisées

La société COMPAGNIE DES MATIERES RECYCLABLES (C.M.R.) dont le siège social est situé à Les Cris Orval route de Culan - Orval 18200 SAINT AMAND MONTROND est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de QUESNOY SUR DEULE les installations suivantes :

Libellé en clair de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS/A/D/NC
Dépôts de papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieur à 50 t. La quantité stockée est de 10 000 t.	329	A
Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, dont la quantité stockée est comprise entre 1 000 m ³ et 20 000 m ³ . La quantité stockée est de 7 500 m ³ .	1530.2	D
Installation de broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée est supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW. La puissance installée est de 193 kW.	2260.2	D
Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de polychlorobiphényles ou polychloroterphényles. Le volume est inférieur à 30 l.	1180.1	NC

Dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie (gazoil) dont la capacité totale équivalente (c) exprimée en capacité équivalente à celle d'un liquide inflammable de 1ère catégorie est inférieure à 10 m ³ . Le volume de stockage est de 5 m ³ .	253 - 1430	NC
Installation de distribution de liquides inflammables. Installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs de véhicule à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence étant supérieur à 1 m ³ /h et inférieur à 20 m ³ /h Le débit est inférieur à 1 m ³ /h	1434.1	NC
Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques. Le volume de polyoléfinés étant supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³ . Le volume stocké est de 10 m ³ .	2662.1.b	NC
Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 10 ⁵ Pa, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW La puissance absorbée est de 6.2 kW	2920.2	NC

1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées, soumises à déclaration, citées à l'article 1.1.

Les prescriptions régissant ces activités sont celles des arrêtés types correspondants.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

2.2. - La quantité de produits transitant par l'établissement est de l'ordre de 300 tonnes/jour de déchets de en papiers et cartons. La quantité de papiers et cartons stockée est au maximum de 10000 tonnes et n'est pas susceptible d'être augmentée dans un proche avenir.

2.2.1. Procédure d'acceptation et de suivi des déchets

La société s'engage à obtenir auprès des producteurs tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance des matières premières (vieux papiers et cartons), en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans l'installations.

Si la société ne peut obtenir ces renseignements les vieux papiers et cartons sont refusés.

La réception des matières autres que des vieux papiers, vieux cartons est interdite. Des papiers issus de la collecte d'ordures ménagères devront avoir été préalablement triés.

Exceptionnellement, si lors des opérations de tri, tout déchet autre que des vieux papiers ou des vieux cartons découvert lors des opérations de tri doit être stocké provisoirement dans un local pour être dirigé dans les délais les plus brefs vers une installation régulièrement autorisée.

2.2.2. - Contrôle des accès

Les camions apportent la matière première (vieux papiers et cartons). Les camions passent systématiquement sur la bascule. Le chauffeur remet à l'agent de bascule le bon d'enlèvement correspondant au contenu de la livraison. Lorsque le camion vide le chargement sur l'aire de tri le chef de chantier signale systématiquement toute anomalie (présence de matières premières non conforme).

Certaines administrations, entreprises ou particuliers apportent également des papiers à détruire ou à recycler (apport volontaire). Le contrôle est identique et les matières premières non conformes sont reprises directement par le fournisseur occasionnel.

2.2.3. - Expéditions

Chaque sortie fait l'objet d'un bon de livraison indiquant :

- tonnage transporté
- nature de la marchandise
- adresse complète du destinataire
- identification du transporteur

Pour l'exportation une feuille de suivi des productions à recycler est systématiquement remplie et visée par le transporteur et le destinataire final.

2.3. - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

2.4. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.5. - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.6. - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

<p>TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU</p>

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Quesnoy sur Deule.

La consommation d'eau annuelle n'excédera pas 1 040 m³.

3.2. - Relevé des prélèvements d'eau

3.2.1. - Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

3.2.2. - Le relevé des volumes prélevés doit être effectué mensuellement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

3.4. - Cuvettes de rétention

3.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

3.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).

3.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

3.4.4. - L'étanchéité du réservoir associé à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

3.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

3.4.6. - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention d'un volume suffisant qui devra être maintenue vidée dès qu'elle aura été utilisée. Son niveau sera mesuré en continu, l'indication étant reportée en salle de contrôle ; sa vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son contenu.

3.4.7. - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 4 : COLLECTE DES EFFLUENTS

4.1. - Réseaux de collecte

4.1.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

4.1.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

4.1.3. - Les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

4.1.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

4.2. - Moyens de confinement

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, eaux d'extinction y compris, doivent être confinées dans l'enceinte de l'établissement : pour ce, les réseaux internes de collecte des eaux usées et pluviales doivent notamment pouvoir être déconnectés des réseaux extérieurs par tout moyen efficace en toutes circonstance dont la mise en œuvre fait l'objet d'une consigne.

ARTICLE 5 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

5.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

5.2. - Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

5.3. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme).

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 6 : DEFINITION DES REJETS

6.1. - Identification des effluents

L'établissement est à l'origine des rejets distincts suivants :

- les eaux usées domestiques provenant des sanitaires et lavabos sont recueillies dans une fosse septique puis envoyées dans le réseau d'égout public,
- les eaux pluviales des toitures et des zones imperméabilisées sont dirigées vers un débourbeur-déshuileur et rejoignent le réseau public existant.

L'égout public aboutit à la Deûle.

6.2. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

ARTICLE 7 : VALEURS LIMITES DE REJETS

7.1. - Eaux exclusivement pluviales

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	METHODE DE MESURE
MES	30	NFT 90105
DCO	90	NFT 90101
DBO ₅	30	NFT 90103
Azote Global	10	NFT 90110 + NFT 90013 + NFT 90012
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90114
Métaux totaux	10	NFT 90112

7.2. - Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REJET

- Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

ARTICLE 9 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre,

- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 10 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

10.1. - Dispositions générales

10.1.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

10.1.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique

10.1.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

10.2. - Envol

Les stockages de papiers, plastiques, doivent être conçus et exploités afin d'éviter tout envol.

TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 11: PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

11.1. - Construction et exploitation

L'installation doit être construite équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

11.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret N° 95.79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

11.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

11.4. - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de mesure	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB(A)	
	<i>Période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Toutes limites de propriété</i>	66	55

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB(A) et inférieure ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4dB(A)
supérieure à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-dessus ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au delà d'une distance de 200 mètres de la limite de propriété.

11.5. - Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

TITRE V : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 12 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

12.1. - Disposition générale

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets

12.2. - Nature des déchets produits

Référence nomenclature		Nature du déchet	quantité annuelle produite	Filières de traitement *
C	A			
147	951	Huiles de vidanges	300 l/an	E-Val
810	951	Tubes, tôles	2.4 t	E-Val
820	951	Gravats	220 m ³	DC2
830	951	Emballages plastiques	120 m ³	E-DC, + Val
840	951	Pneumatiques	120 pneus	E-Val
870	951	Bois, palettes	9,6 t	E-Val
980	951	batteries	10 batteries	E-Val

12.3. - Caractérisation des déchets

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est à dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

12.4. - Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Nonobstant les indications de l'article 12.2. ci-dessus, les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

12.5. - Comptabilité - Autosurveillance

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au J. O. du 16 Mai 1985
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 13 : AGREMENT POUR L'ACTIVITE DE VALORISATION DES DECHETS D'EMBALLAGES

13.1. - Le présent arrêté vaut agrément au titre de l'article 7 du décret 94-609 du 13 juillet 1994 à partir de sa date de notification pour l'exercice de l'activité suivante : valorisation de déchets d'emballage (papiers, cartons, par tri et recyclage en papeterie pour une quantité maximale de 18000 t/an).

13.2. - 98 % en masse des déchets d'emballage pris en charge devront être recyclés.

13.3. - Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

13.4. - Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 13.3. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

13.5. - Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballage, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement),
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination,
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage,
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

13.6. - Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation.

TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

ARTICLE 14 : SECURITE

14.1. - Organisation générale

14.1.1. - L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

14.1.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées et feront l'objet d'un rapport annuel.

14.1.3. - Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

14.1.4. - La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

14.2. - Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données
- essentielles pour la sécurité des installations.

14.3. - Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (JO - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

14.4. - Clôture de l'établissement

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

14.5. - Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

14.6. - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

14.7. - Consignes générales de sécurité

Ces consignes précisent :

- les règles d'utilisation et d'entretien du matériel,
- les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie ou de pollution accidentelle (procédures d'alerte, appel du responsable de l'établissement, appel des services d'incendie et de secours, moyens d'extinction à utiliser, ...),
- les conditions imposées aux personnes étrangères à l'entreprise séjournant ou appelées à intervenir dans l'établissement,
- les opérations qui doivent être exécutées avec une autorisation spéciale et qui font l'objet de consignes particulières (permis de feu, ...),
- les personnes habilitées à donner des autorisations spéciales ou à intervenir,
- l'accueil et le guidage des secours,
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie (plan d'évacuation, ...),

14.8. - Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage, il est interdit :

- de fumer,
- d'apporter des feux nus,
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement doit s'effectuer sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage de matières dangereuses. Ces consignes sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

14.9. - Affichage - Diffusion

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Celles relatives à la sécurité en cas d'incendie sont, de plus, affichées en tous lieux concernés ainsi que le numéro d'appel des sapeurs pompiers (N° 18).

Les interdictions de fumer sont affichées de manière très visible en indiquant qu'il s'agit d'un ARRETE PREFECTORAL ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la norme N.F.S. 60.303.

14.10. - Permis de feu

Tous les travaux d'aménagement ou de réparation sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne peuvent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu.

Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables.

Des visites de contrôle sont effectuées après toute intervention.

14.11. - Entretien

Un nettoyage fréquent des ateliers et de la cour doit limiter au maximum les possibilités d'envois de poussières et papiers.

La récupération de tout produit ayant franchi les limites de l'établissement doit être assurée aussi fréquemment que nécessaire.

Des consignes imposeront ces prescriptions ainsi que l'obligation d'assurer le confinement des envois dans les bâtiments par la fermeture des issues en cas de conditions climatiques défavorables.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc, doivent être regroupées hors des allées de circulation.

Toute mesures utiles doivent être prises pour interdire la prolifération d'insectes et de rongeurs.

14.12. - Mesures particulières

14.12.1. - Dépôt de papiers

La quantité maximale stockée dans l'établissement est limitée à 10000 t.

Les stocks de papiers doivent être déposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie : notamment des passages suffisants, judicieusement répartis, doivent être aménagés.

Les groupes de piles de papiers doivent être disposés de façon à être accessibles en toutes circonstance.

Les stockages doivent être effectués de manière que toutes les issues et chemins de circulation soient dégagés.

Une allée de largeur de 3 m minimum doit être aménagée dans chaque entrepôt.

Les moyens de manutentions fixes doivent être conçus pour ne pas gêner, en cas d'incendie, la fermeture des portes coupe-feu.

Pour les marchandises entreposées en masse, les blocs doivent être limités de la manière suivante :

Stockage intérieur :

- surface au sol maximale : 250 m²
- hauteur maximale de stockage : 4 m
- espace minimal entre blocs et parois et entre blocs et structure : 0,8 m

- espace entre 2 blocs : 1 m (2 m tous les deux blocs)
- espace minimal entre le sommet des blocs et la toiture : 0,9 m

Stockage extérieur :

Mêmes conditions que le stockage intérieur, mais avec un éloignement de 8 m minimum par rapport aux bâtiments et de 4 m par rapport aux limites séparatives.

Le stockage en vrac est interdit.

Les stockages doivent être disposés de manière à éviter les effets "cheminée".

Les piles de papiers doivent être éloignées de la clôture d'une distance au moins égale à leur hauteur.

14.12.2. - Interrupteurs généraux

Il doit exister un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force et un interrupteur général pour l'extinction des lumières. Ces interrupteurs doivent être placés en dehors des ateliers et être sous la surveillance d'une personne responsable qui interrompt le courant pendant les heures de repos et tous les soirs après le travail.

14.12.3. - Atelier "presses"

Une zone de 6 m libre de toute matière combustible doit être préservée et matérialisée autour des presses et pupitres de commande.

Les fluides hydrauliques des groupes de presses devront être ininflammables.

Les presses devront être protégées par des rampes d'arrosage fixes à commande manuelle ou automatique.

Les dispositifs d'arrêt d'urgence des presses et installations de desserte devront être repérés, identifiés clairement et accessibles en toutes circonstances.

14.12.4. - Matériels et engins de manutention

Les matériels et engins de manutention doivent être entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles doivent être effectués dans un local spécial.

Les engins de manutention doivent être contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

14.12.5. - Dépôt de liquides inflammables

Les prescriptions de l'arrêté type N° 253 sont applicables sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté préfectoral (pour le Dépôt aérien et enfoui de fioul domestique). En particulier, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- élaboration, diffusion et application d'une consigne générale,
- nomination d'un responsable d'exploitation et d'entretien qui doit veiller, en particulier, au respect des règles de sécurité lors des opérations de dépotage,
- toutes les mises à la terre nécessaires (cuves, réchauffeurs, dépotage, ...) Sont vérifiées en tant que de besoin,
- des clapets anti-retour doivent être mis en place sur les canalisations d'empotage.

Equipements des réservoirs

Les réservoirs doivent être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

Le matériel d'équipement des réservoirs doit être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piètement doivent être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

Les canalisations doivent être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne doit pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct doit être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartient à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

Chaque réservoir fixe doit être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comporte un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes

spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs doivent être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils doivent être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit peuvent n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, doivent être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison doit avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.

La canalisation de liaison doit comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

Chaque réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Ces tubes doivent être fixés à la partie supérieure du réservoir, au dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices doivent déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils doivent être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

14.12.6. - Transformateur au P.C.B.

Les prescriptions de l'arrêté type N° 355, notamment les dispositions constructives, sont applicables sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté préfectoral.

14.12.7. - Installations de distribution de liquides inflammables

14.12.7.1. - Matériel électrique

Le matériel électrique commandant les pompes de distribution doit être conforme aux prescriptions imposées au matériel électrique utilisable dans les zones de type 1 telles qu'elles sont définies par les "règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides".

L'éclairage électrique des pompes de distribution et de la zone dangereuse (définie par la surface de la fosse ou par une surface débordant de quatre mètres un réservoir enfoui) doit être conforme aux prescriptions imposées au matériel électrique utilisable dans les zones de type 2 telles qu'elles sont définies par les "règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides".

Les canalisations électriques alimentant les distributeurs doivent être mises hors tension à partir d'un point d'accès facile et non situé sur l'appareil distributeur.

14.12.7.2. - Règles d'exploitation

L'emplacement choisi pour l'installation des appareils distributeurs ne doit pas se trouver en contrebas des réservoirs les alimentant, de façon à éviter tout danger de siphonnage.

Il est interdit d'effectuer une distribution aux véhicules à moteur sans avoir, au préalable, procédé à l'arrêt du moteur et à l'extinction des éclairages à flamme, non électriques.

Il est interdit de fumer, en tout temps, à moins d'un mètre de l'appareil distributeur et pendant les remplissages d'une voiture, à moins de deux mètres de l'extrémité du flexible servant de base à ce remplissage.

Il est interdit d'approcher aux mêmes distances tout objet pouvant facilement devenir le siège à l'air libre de flammes ou d'étincelles ou qui comporte des points à une température supérieure à 150° C.

Ces diverses interdictions, en particulier celles de fumer et de laisser en marche le moteur d'un véhicule en cours de remplissage, doivent être affichées en caractères apparent près des postes distributeurs.

L'appareillage servant aux transvasements (canalisations, raccords, pompes, etc) doit être toujours maintenu en parfait état d'étanchéité.

L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour effectuer ces transvasements est rigoureusement interdit.

14.12.8. - Installation de compression d'air

L'installation est implantée dans un local spécifique, séparé des autres installations par le biais de parois coupe-feu de degré 2h et des portes coupe-feu 1h. Les prescriptions de l'arrêté type N° 361 sont applicables, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté préfectoral.

14.12.9. - Stockage des bobines de fils métallique et des fûts d'huile

Le local est spécifique et isolé par des parois coupe-feu 2h et des portes coupe-feu 1h.

ARTICLE 15 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

15.1. - Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/1993)

15.1.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

15.1.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

15.1.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 15.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

15.1.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 151.1.1., 15.1.2. et 15.1.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

15.2. - Dispositions constructives

15.2.1. - Désenfumage

La toiture des ateliers et des dépôts de papiers doit comporter sur au moins 1 % de la surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface ne doit pas être inférieure à 1 % de la surface totale de la toiture.

Les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur devra être facilement accessible depuis les issues de secours, leur fiabilité doit être vérifiée au moins une fois par an.

15.2.2 - Stockage liquide inflammable

Le réservoir de fuel doit être placé à l'extérieur des bâtiments et séparé des stockages des produits combustibles par un mur coupe-feu 2 h.

15.2.3 - Sorties - Dégagements

Toutes dispositions seront prises pour que le personnel n'ait pas plus de 40 m à parcourir pour gagner une issue, et 25 m dans les parties en cul de sac (tenir compte des aménagements intérieurs). Seules les portes à vantaux battants sont prises en compte (issues de secours, portes journalières installées dans les grandes portes). Les portes donnant sur l'extérieur doivent s'ouvrir dans le sens de l'évacuation.

Les issues normales et de secours doivent être libres d'accès en permanence. Elles doivent être signalées et balisées.

15.3. - Dispositions préventives

15.3.1. - Consignes

- afficher les consignes de sécurité en cas d'incendie ainsi que le numéro d'appel des sapeurs pompiers (Tél. : 18),
- diffuser les consignes particulières,
- afficher de manière très visible "Interdit de Fumer" en indiquant qu'il s'agit d'un arrêté préfectoral par mention de la date.

- appliquer la procédure de permis de feu en cas de travaux utilisant des flammes nues (soudage, etc),

15.3.2. - Arrêt d'urgence

Les dispositifs d'arrêt d'urgence doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

Les dispositifs d'arrêt d'urgence des alimentations en énergie (électricité - gaz - liquides inflammables) doivent être situés près des issues voire doublés, un dispositif étant placé à l'extérieur. Ils sont en outre signalés.

15.4. - Normes

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 Août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.

COULEUR DE SECURITE	SIGNIFICATION OU BUT	EXEMPLES D'APPLICATION
ROUGE	Stop interdiction	Signaux d'arrêt Dispositifs de coupure d'urgence Signaux d'interdiction
	Cette couleur est utilisée également pour désigner le matériel de lutte contre l'incendie	
JAUNE	ATTENTION ! Risque de danger	Signalisation de risques (incendie, explosion, rayonnement, action chimique, etc) Signalisation de seuils, passages dangereux, obstacles
VERT	Situation de secours Premier secours	Signalisation de passages et de sorties de secours Douches de secours Postes de premier secours et de sauvetage
BLEU (1)	Signaux d'obligation Indications	Obligation de porter un équipement individuel de sécurité Emplacement du téléphone

1) N'est considéré comme couleur de sécurité que lorsqu'il est utilisé en liaison avec un symbole ou un texte, sur un signal d'obligation ou d'indication donnant une consigne de prévention technique

15.5. - Moyens de secours

15.5.1. - Extincteurs

L'établissement doit être pourvu d'extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme NFS 60.100 à raison d'un appareil pour 150 m² ou fraction de 150 m².

Les extincteurs doivent être homologués NF MIH, repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés et accessibles en toute circonstance.

Ils doivent être vérifiés régulièrement une fois par an et maintenus en état.

Deux extincteurs NF MIH 55 B doivent être disposés à proximité des presses hydrauliques.

15.5.2. - Robinets d'incendie armés

L'installation de robinets d'incendie armés doit être conformes aux normes NFS 61201 et 62201 et maintenue hors du gel en période.

Les appareils doivent être implantés de telle manière que tout point de la surface des locaux puisse être battu par au moins deux jets de lance.

Les robinets d'incendie armés doivent être repérés, accessibles en toute circonstance, maintenus constamment en état de fonctionnement (pression minimale : 2,5 bars).

15.4.3. - Réserve d'eau

Une cuve bâche à incendie d'une capacité de 300 m³ avec raccord pompiers.

15.5.4. - Vérification

Les moyens de secours doivent être vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications doivent être consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

15.5.5. - Le personnel sera formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie.

15.5.6. - Accès des secours

Deux voies pompiers en permanence dégagées, permettent aux sapeurs pompiers

Une voie de 4 m de largeur et de 3,5 m de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des engins des services de lutte contre l'incendie sur le demi-périmètre au moins ; les voies en cul de sac disposeront d'un aire de manoeuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

ARTICLE 16 : ORGANISATION DES SECOURS

16.1. - Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir, sous trois mois, un Plan d'Intervention Interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes de premières intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et à Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Ce document et les plans doivent être transmis au Centre de Secours de Comines, 13ème Compagnie des Sapeurs Pompiers de Lille-Métropole, en vue de répertorier l'établissement.

Ce document doit préciser notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- la composition des équipes d'intervention,
- la fréquence des exercices,
- les dispositifs d'intervention et de protection contre l'incendie, répertoriés sur un schéma (poteaux d'incendie, ressources complémentaires en eau ...),
- les zones à risques particuliers,
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours,
- les moyens de transmission et d'alerte,
- les moyens d'appel de secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels,
- les personnes à prévenir en cas de sinistre,
- l'organisation du contrôle des entrées et de la police extérieure en cas de sinistre.

16.2. - Accidents -Incidents

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il jugera utile afin d'en limiter les effets.

Il doit veiller à l'application du plan d'intervention interne et il est responsable de l'information des Services Administratifs et des Services de Secours concernés.

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

17.1. - Installations soumises a déclaration

Les dispositions des arrêtés types correspondants s'appliquent aux installations classées reprises en "D" au tableau de l'article 1, sauf en ce qu'elles pourraient avoir de contraire au présent arrêté.

17.2. - Installations connexes

Les installations classées "NC" dans le tableau de l'article 1 sont aménagées et exploitées de manière à ne pas aggraver les risques inhérents aux autres installations, ni à accroître le risque de pollution ou de nuisance.

TITRE VII : ECHEANCES

ARTICLE 18 : DELAI D'EXECUTION

OBJET	REFERENCE ARTICLE	DELAI
Débourbeur déshuileur	7.1.	30 juin 1998
Conformité des installations électriques	14.2.	31 janvier 1998
Organisation du stockage	14.12.1.	30 juin 1998
Extinction automatique des broyeurs	14.12.3.	30 juin 1998
Désenfumage	15.2.1.	30 juin 1998
Issues de secours (issue de secours supplémentaire et signalétique)	15.2.4.2	31 mars 1998
mise en conformité arrêt d'urgence	15.3.2.	31 décembre 1997

TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES
--

ARTICLE 19 : DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES**19.1. - Modifications**

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet
- du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- du SIRACED-PC (59)
- de l'inspection des installations classées

et faire l'objet d'une mise à jour du plan d'intervention interne dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

19.2. - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

19.3. - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations de stockage de déchets, des carrières et des ouvrages soumis à la loi sur l'eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,

2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués

3°) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement

4) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement

19.4. - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

19.5. - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 20. - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Des prescriptions complémentaires pourront être imposées à l'exploitant dans les conditions prévues à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

L'exploitant devra se soumettre aux visites de l'établissement qui seront effectuées par des agents désignés à cet effet.

ARTICLE 21. - EXECUTION DE L'ARRETE

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de QUESNOY-sur-DEULE

- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

- Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de QUESNOY-sur-DEULE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;

- un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à LILLE, le 27 NOVEMBRE 1997

LE PREFET,
pour le Préfet,
LE SECRETAIRE GENERAL,

Bruno RAIFAUD.

pour ampliation,
P/LE CHEF DE BUREAU DELEGUE

Christine LECLERQ



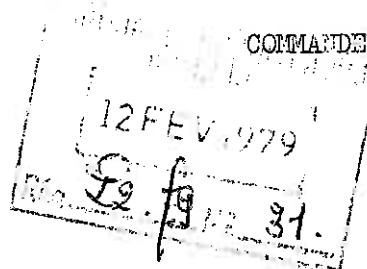
Direction de l'Environnement et
de la Réglementation Economique
1er Bureau

Installations Classées

Arrêté de mise en demeure

RS/JD

Le PREFET de la Région NORD - PAS-de-CALAIS,
PREFET du NORD,
COMMANDEUR de la LEGION d'HONNEUR,
CROIX de GUERRE,



22.01.79

VU la loi n° 76-563 du 19 juillet 1976 sur les installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 24 et 25 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application et notamment ses articles 34 et 41 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 21 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 1977 autorisant la Société PARA, 8, rue Baboeuf à PIERREFITTE, à installer et à exploiter, rue de la Gare à QUESNOY-sur-DEULE, un dépôt de déchets de papiers comportant un atelier de traitement de papiers et un hall de stockage de 8.000 m³ ;

VU la déclaration de reprise d'exploitation produite le 8 mai 1978 par la Société Compagnie des Matières Recyclables (C.M.R.), dont siège social Chemin du Belou à BOUTIGNY-MEAUX 77100 ;

VU la demande d'autorisation présentée le 24 octobre 1978 par ladite Société et Les plans déposés le 27 novembre 1978 ;

VU le rapport de M. l'Ingénieur en Chef des Mines chargé du service d'inspection des installations classées, en date des 5 - 19 décembre 1978 ;

Considérant que la Société PARA - bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation du 16 mars 1977 - a cessé toute activité rue de la Gare à QUESNOY SUR DEULE à la suite d'un incendie survenu dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 1977 ; qu'il résulte du rapport susvisé de M. l'Ingénieur en Chef des Mines que l'exploitation a été reprise par la Société C.M.R. : location des bâtiments et du terrain en janvier 1978 et rachat du matériel en février 1978 ;

Considérant que la Société C.M.R. - qui n'a fait connaître sa reprise d'exploitation que le 8 mai 1978, soit au delà du délai d'un mois fixé par l'article 34 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 dans le cas de changement d'exploitant - exploite le dépôt sans autorisation ; que le dossier fourni à l'appui de sa demande d'autorisation du 24 octobre 1978 est incomplet ;

Considérant que selon les constatations consignées dans le rapport de M. l'Ingénieur en Chef des Mines des 5 - 19 décembre 1978, l'établissement ne satisfait pas aux prescriptions communément applicables à ce type d'établissement, en particulier celles concernant la prévention du risque d'incendie, et qu'il présente dans ces conditions des risques tant pour l'environnement que pour le personnel qui y est employé ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général du Nord,

Transmis à M. Spaulin
pour
M.E., le 12/12/78
L.D. des T.P.E. (Mines)

.. / ...

A R R E T E :

ARTICLE 1er. - La Société Compagnie des Matières Recyclables (C.M.R.), dont siège Chardin du Belou à BOUTIGNY-NEAUX 77100, est mise en demeure de compléter, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de sa demande d'autorisation d'exploitation des installations de son dépôt de la rue de la Gare à QUESNOY SUR DEULE conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 2. - Est suspendue, jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation, l'exploitation des installations en cause.

ARTICLE 3. - L'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation et l'enlèvement des matières dangereuses périssables ou gênantes.

ARTICLE 4. - Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auquel il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 5. - M. le Secrétaire Général du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Compagnie des Matières Recyclables par M. le Maire de BOUTIGNY-NEAUX, sous couvert de M. le Préfet de la Seine et Marne, et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de QUESNOY SUR DEULE,
- M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur des installations classées, chargé d'en assurer l'application.

FAIT à LILLE, le 22 Janvier 1979

Pour Ampliation
Le Chef de Bureau délégué

S. POURELLE

LE PREFET,

pour le PREFET,
le Secrétaire Général,

A. CREPEAU.

*M. J. le Chef
du G.S. de Lille
pour l'application*

le 09 FEV. 1979

Direction de l'Environnement et
de la Réglementation Economique
1er Bureau

Installations Classées

Arrêté d'autorisation

LE PREFET DE LA REGION NORD - PAS-de-CALAIS,
PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

A.77.5 25/12

18.0377

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 1er avril 1964 modifié ;

VU les décrets de classement des industries ;

VU la demande présentée par la S.A.S.L. PA. RA., S, rue Caban
à PIERRE-VALENT, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une de la
dore à PIERRE-VALENT-sur-BOULE, un dépôt de déchets de papiers, activité
reprise à la rubrique n° 322 de la nomenclature des activités classées ;

VU le dossier réglementaire fourni à l'appui de cette requête ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique et l'avis de M. le
Commissaire-Enquêteur ;

VU l'avis du ~~Conseil Municipal~~ Maire de PIERRE-VALENT-sur-BOULE ;

VU l'avis de M. l'Ingénieur en Chef des Mines chargé de
l'inspection des installations classées ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de
la Main d'Oeuvre ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire
et Sociale ;

VU l'avis de M. l'Inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général du Nord,

A R R E T E :

ARTICLE 1er. - La Société P.A. S.A., 8, rue Dabauf à PISA 21114, est autorisée à installer et à exploiter Rue de la Gare à BILLY-sur-THOULLE, un dépôt de déchets de papiers, activité reprise à la rubrique 322 de la nomenclature des activités classées, comportant un atelier de traitement des papiers par déchiquetage et mise en balles et un hall de stockage des balles pouvant contenir 5.000 m³ de déchets de papiers.

ARTICLE 1er bis. - Seront strictement respectées les prescriptions jointes au présent arrêté.

ARTICLE 2. - Le permissionnaire devra se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs (notamment aux dispositions du Livre II - Titre III Hygiène et Sécurité - chapitres II et III - articles R. 232 -1 à R. 234 -23 du Code du Travail et du décret n° 62-1454 du 14 novembre 1962, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques).

ARTICLE 3. - Des arrêtés complémentaires à la présente autorisation pourront imposer ultérieurement toutes les mesures que la sauvegarde des intérêts du voisinage rendrait nécessaires.

ARTICLE 4. - La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, est accordée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 5. - Elle cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté, ou s'il n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

.../...

~~Installations Classées~~

ARTICLE 6. - L'Inspecteur des ~~Etablissements Classés~~ aura entrée dans l'établissement à tout moment de son fonctionnement en vue d'y faire les constatations qu'il jugera nécessaires.

ARTICLE 7. - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail, toute extension de l'exploitation nécessitera une demande d'autorisation qui devra être faite préalablement aux changements projetés.

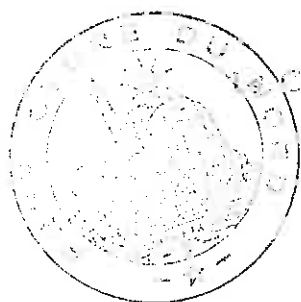
Toute adjonction à l'exploitation première d'une autre industrie classée, même de catégorie inférieure, devra de même donner lieu à une nouvelle demande d'autorisation ou à une nouvelle déclaration.

ARTICLE 8. - M. le Secrétaire Général du Nord ~~et M. le Sous-Préfet de l'arrondissement concerné~~ sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- à M. le Maire ~~de QUENNOY-sur-ESCAUT~~, ~~sous couvert de M. le~~
~~Sous-Préfet~~, pour notification au permissionnaire,
- à M. l'Inspecteur des ~~Etablissements Classés~~ chargé d'en assurer l'application,
- à MM. les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs des dispositions de l'arrêté.

Un exemplaire de la présente autorisation sera déposé dans les archives de la commune d'installation, en vue d'être communiqué sur place à toute personne intéressée qui en ferait la demande.

Un extrait de l'arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie du lieu d'installation et inséré, par les soins du Maire et aux frais de l'industriel, dans un journal d'annonces légales du département.



S. ROCHEFLE

Fait à LILLE le

LE PREFET,

Direction de l'Environnement et
de la Réglementation Economique
1er Bureau

Installations Classées

Prescriptions imposées à la Société
PA. RA., siège social 8, rue Babeuf à
PIERREFITTE, pour l'installation, Rue de
la Gare à QUESNOY-sur-DEULE, d'un dépôt
de déchets de papiers.

Annexe à l'arrêté d'autorisation n° A.77.5 RS/TP

IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DU DEPOT

1°) Le dépôt sera installé et aménagé conformément au plan joint à la demande d'autorisation.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

2°) Afin d'en interdire l'accès, le dépôt sera entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2,50 mètres.

3°) Le dépôt sera gardé notamment pendant les heures de fermeture. La personne chargée du gardiennage effectuera des rondes régulièrement à l'intérieur de l'établissement. Un registre sera ouvert en vue de consigner toutes les observations touchant à la sécurité de l'établissement ; ce registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

4°) Le bâtiment dans lequel seront effectuées les opérations de triage, déchiquetage et mise en balles des vieux papiers sera convenablement isolé du bâtiment de stockage de manière qu'un incendie survenant dans l'un des locaux ne puisse se propager à l'autre. La distance séparant ces deux locaux devra, en outre, permettre un accès facile des moyens de secours contre l'incendie.

5°) Les éléments de construction des bâtiments affectés au traitement et au stockage des vieux papiers présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures
- couverture incombustible.

CONDITIONS D'EXPLOITATION

6°) L'établissement ne comportera aucun stockage de papier à l'extérieur, hormis les bennes chargées de vieux papiers en attente de triage qui devront être déposées à une distance suffisante des locaux de traitement et de stockage pour éviter toute propagation d'un éventuel incendie.

7°) Le bâtiment contenant la presse, sera affecté uniquement à la réception, au triage, au déchiquetage et à la mise en balles des papiers.

8°) Le bâtiment réservé au stockage sera aménagé de façon que les stocks correspondant aux différentes catégories de papiers traités, répondent aux conditions suivantes :

- surface au sol limitée à 250 m²
- hauteur maximale 5 mètres

- c) les robinets d'incendie devront toujours être accessibles et les tuyauteries seront efficacement protégées contre l'action du gel,
- d) la pression dynamique des lances devra être au minimum de 2,5 bars,
- e) découper le volume du bâtiment de 130 mètres de long sur 13,5 mètres de large par des cloisons coupe-feu de degré 2 heures, s'élevant sur toute la hauteur du bâtiment, afin de limiter la surface du stockage à 600 m² par cellule,
- f) laisser entre les marchandises et les murs un espace libre de 0 m 60 minimum pour permettre, en cas de sinistre, d'intervenir plus efficacement,
- g) laisser entre le faite de chaque lot et la charpente du toit un espace de 1 m 50 minimum,
- h) chaque cellule et entrepôt sera desservi par au moins 2 sorties à raison d'une au moins sur chaque façade,
- i) les abords de chaque bâtiment devront être maintenus propres et libres de tout encombrement,
- j) installer dans l'enceinte de l'établissement deux poteaux d'incendie de 100 mm (N.F. 61.213), chaque poteau doit pouvoir débiter un minimum de 17 litres/secondes, la canalisation doit avoir un diamètre de 150 mm,
- k) aménager, en liaison avec les services d'incendie de la Communauté Urbaine de LILLE (5ème bureau) un accès à l'étang voisin, pour permettre la mise en oeuvre des engins d'incendie,
- l) dans la couverture de chaque bâtiment seront réalisées soit des ouvertures de ventilation permanente, soit des gaines d'évacuation des gaz et fumées qui se produiraient en cas d'incendie.

Le nombre de ces exutoires sera calculé à raison de 1 m² de section pour 100 m² de surface au sol ; ces gaines doivent s'ouvrir soit manuellement, soit automatiquement.

- m) les chariots élévateurs destinés à la manutention des balles seront munis de pare-flammes,
- n) des consignes de prévention et de lutte contre l'incendie seront affichées en différents points de l'établissement,

Ces consignes fixeront notamment le rôle de chaque personne en cas d'incendie ; un responsable de sécurité sera désigné ainsi qu'un suppléant.

L'interdiction de fumer dans l'établissement sauf dans les bureaux, sera affichée de manière apparente.

- o) le personnel sera entraîné régulièrement à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.